

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans le "Corriere della Sera" du 24 novembre 2006 notamment sur l'élection présidentielle de 2007, les relations franco-italiennes, la situation économique et sociale de la France, la construction européenne, l'Union européenne et le Liban, l'immigration, et sur l'aide au développement.

QUESTION - La question sur laquelle tout le monde s'interroge en France : allez-vous être candidat aux prochaines élections ?

LE PRESIDENT - J'ai déjà répondu à cette question à maintes reprises ! J'ai dit que je me prononcerai au moment utile, c'est-à-dire au premier trimestre de l'année prochaine.

Alors pourquoi ? Tout simplement parce que nous sommes maintenant dans un système de quinquennat. On ne peut pas imaginer que la France s'arrête et que le gouvernement s'arrête de travailler pendant des mois avant les élections. La majorité et le gouvernement doivent travailler jusqu'à la dernière limite, être au service de l'ensemble des Françaises et des Français. J'y suis très attentif.

QUESTION - A propos de l'opposition, on dit que les élections présidentielles sont la rencontre d'un homme ou d'une femme avec un peuple.

LE PRESIDENT - C'est effectivement la conception gaulliste des élections présidentielles. C'est la mienne.

QUESTION - Êtes-vous favorable à l'idée, à la possibilité, qu'une femme soit présidente ?

LE PRESIDENT - Je ne vois vraiment pas ce qui pourrait s'opposer à ce qu'une femme soit présidente ! Nous avons fait un effort, comme beaucoup de pays, pour améliorer la parité. Pendant ma présidence, plusieurs réformes ont été faites dans ce sens, et encore la semaine prochaine, au Conseil des ministres, le gouvernement adoptera un nouveau texte sur la parité : la parité homme-femme sur le plan électoral.

QUESTION - La parité, c'est aussi l'Élysée ?

LE PRESIDENT - Naturellement ! Mais vous savez, un président, ou une présidente, doit être élu en fonction de son caractère, de ses propositions, de ses options politiques fondamentales, jugées par l'ensemble des Français. Ce n'est pas un problème de sexe.

QUESTION - M. le Président, à l'occasion de leurs rencontres officielles, la France et l'Italie soulignent leur fraternité. Pourtant, il reste parfois difficile d'établir une plus profonde collaboration entre nos deux pays, en particulier dans le domaine économique. Pouvez-vous nous dire dans quels domaines vous espérez des évolutions, lors du sommet d'aujourd'hui ? Le concept de pôles de compétitivité, dont vous êtes à l'origine, est très apprécié en Italie. Le Sommet de Lucques peut-il être l'occasion de créer une coopération bilatérale dans le domaine de pôles industriels et de recherche avancée, ou dans un secteur-pilote spécifique ?

LE PRESIDENT - Pour les Français, l'Italie est un peu "le partenaire du coeur" en Europe.

L'inspiration italienne est omniprésente en France, et cela ne date pas d'hier : nos deux pays ont

L'inspiration italienne est omniprésente en France - et cela ne date pas d'hier. Nos deux pays ont une histoire faite d'échanges et une culture très mêlée, qui donne à nos relations dans tous les domaines une intensité exceptionnelle. Nos deux économies sont interdépendantes. Nous sommes tous les deux membres fondateurs de l'Union européenne et, à ce titre, nous assumons une responsabilité particulière. La France et l'Italie sont également deux puissances méditerranéennes très sensibles à l'idée d'une solidarité des deux rives de notre mer commune. Il est vrai que, ces dernières années, les relations entre nos deux gouvernements n'ont pas été, pour des raisons de circonstances, aussi denses et productives qu'on aurait pu le souhaiter. Si j'en juge par mes premiers contacts avec le Président PRODI - un ami et un partenaire de longue date ! -, les choses changent et le Sommet de Lucques est l'occasion de donner un nouvel élan à notre coopération.

Vous avez raison d'évoquer les thèmes de l'innovation et de la recherche, car ils sont absolument essentiels pour l'avenir de nos pays et de l'Europe. J'avais proposé, voici plusieurs mois, que la France et l'Italie associent pôles de compétitivité et districts technologiques. Je suis heureux que cette idée rencontre l'accord du gouvernement italien. Cette coopération sera facilitée par la présence de M. Pasquale PISTORIO, vice-Président du patronat italien, au Conseil d'administration de l'Agence française de l'innovation industrielle.

QUESTION - La fusion GDF-Suez a provoqué en Italie le sentiment profond d'un "patriotisme économique" qui rend difficile la présence en France d'entreprises étrangères. Comment, à votre avis, surmonter ces difficultés ? L'entrée dans le marché français d'un partenaire solide et de confiance comme Enel, peut-elle remettre en question votre concept de "patriotisme économique" ?

LE PRESIDENT - Il ne faut pas confondre la réalité et certaines perceptions.

On ne sait pas assez que la France est le deuxième partenaire économique de l'Italie, qu'il y a plus de 20 milliards d'euros d'investissements italiens en France, et à peu près autant d'investissements français en Italie, que l'Italie enregistre un excédent d'environ 1 milliard d'euros dans ses échanges avec la France !

La France a une économie ouverte sur le monde, au sein de laquelle les entreprises étrangères, et notamment italiennes, sont très présentes.

S'agissant de l'énergie, nous voulons établir une véritable stratégie européenne. De ce point de vue, la fusion entre GDF et Suez est un projet qui a du sens, industriellement et stratégiquement. Il vise à créer un champion européen de taille mondiale, dans le respect du droit communautaire, comme la Commission l'a reconnu. Pour reprendre votre expression, je dirais qu'il s'agit de promouvoir le « patriotisme économique européen ». Pour le reste, il appartient aux entreprises de conduire les négociations pour envisager des perspectives stratégiques qui concernent leur avenir.

QUESTION - Toutes les grandes économies européennes, comme l'Italie, la France et l'Allemagne, doivent faire face à des problèmes de dépense publique et à des réformes structurelles. L'"Etat providence" est remis en cause, mais les tentatives de réforme provoquent des mouvements de protestation, parfois anti-européens. Comment la France va-t-elle moderniser, tout en préservant son "modèle social" dans une perspective européenne ?

LE PRESIDENT - Le "modèle social européen" est parfaitement adapté à la mondialisation car on n'est pas performant, innovant, créatif si l'on ne bénéficie pas des protections suffisantes face aux risques de la vie - la maladie, l'accident du travail, la vieillesse, la dépendance. Or, l'innovation, c'est l'atout majeur dans le monde d'aujourd'hui. Mais cela suppose que nos systèmes de protection sociale s'adaptent et se modernisent en permanence.

Contrairement à ce qui s'entend ici ou là, ces réformes sont conduites partout en Europe. Elles réussissent parfaitement quand elles sont expliquées, élaborées dans le dialogue social et justes dans leur contenu. En France, nous l'avons montré, par exemple, avec la réforme des retraites, qui garantit leur équilibre jusqu'en 2020 tout en accordant de nouveaux droits aux salariés qui ont commencé à travailler très jeunes.

Tout cela, nous le faisons avec le souci permanent d'une bonne gestion des finances publiques. Depuis quatre ans les dépenses de l'État sont stables. Elles vont même baisser en volume cette

année. La France est un des premiers pays à sortir de la procédure de déficit excessif. Nous passons nettement sous la barre des 3 %. J'ai voulu aussi baisser la dette publique : - 3 % de PIB en deux ans.

QUESTION - Plusieurs personnalités françaises, qu'appartiennent à votre "famille politique" aussi, déplorent un déclin de la France, en mettant en cause chômage, perte de compétitivité et crise de confiance de la société. Comment expliquez vous cette tendance au "déclinisme" et pourquoi ne partagez-vous pas cette vision ?

LE PRESIDENT - Si l'on avait écouté ceux qui, depuis des années, pour ne pas dire des siècles, déplorent le déclin de la France... Elle est là, et bien là ! Pour ma part, je reviens toujours à la réalité des faits.

La réalité, c'est que depuis le début 2005, en France, le chômage baisse mois après mois : nous avons 350 000 chômeurs de moins. Cette baisse touche toutes les catégories de la population, des jeunes aux chômeurs de longue durée. Elle résulte du dynamisme de nos entreprises, qui ont retrouvé toute leur confiance dans l'avenir et qui embauchent.

Par ailleurs, quelques chiffres me semblent assez parlants: la France est la 6ème puissance économique mondiale, le 5ème exportateur, le 4ème pays pour l'accueil des investissements étrangers, le 3ème exportateur de services, le 2ème pays pour l'exportation de produits agro-alimentaires et en ce qui concerne la productivité horaire. Et tout cela avec 1 % de la population mondiale.

Cette place dans le monde n'est pas donnée. Elle est le fruit des efforts des Français, de leur capacité d'adaptation, de leur goût pour l'innovation, de leur esprit d'entreprise. Le fruit aussi de leur curiosité pour l'avenir et les progrès technologiques. Regardez par exemple le succès remarquable auprès des Français de toutes les innovations les plus en pointe pour la communication, secteur-clé de l'avenir s'il en est.

QUESTION - Au mois de mars, sera célébré le 50e anniversaire du Traité de Rome et une nouvelle Déclaration pour l'Europe sera adoptée. Après les "non" français et néerlandais au référendum sur le traité constitutionnel européen, pensez-vous que la France puisse encore jouer un rôle moteur pour relancer le projet européen ? Quels sont à ce sujet, M. Le Président, les priorités de la France ?

LE PRESIDENT - Le 50ème anniversaire du traité de Rome est une échéance importante pour l'Union. Les 27 devraient adopter une déclaration politique ambitieuse. Avec l'Italie, nous souhaitons qu'elle soit tournée vers l'avenir, vers les grands défis que notre continent doit relever dans la mondialisation. Nous allons y travailler avec la prochaine présidence allemande.

Les jeunes sont l'avenir de l'Europe. C'est pourquoi je considère que l'initiative d'accueillir un « Sommet de la jeunesse » à Rome, en mars 2007, est excellente. Ce Sommet permettra un partage d'expériences entre jeunes européens. Je souhaite surtout que les moyens financiers consacrés au programme d'échanges universitaires Erasmus, qui est un très grand succès, augmentent significativement au cours des prochaines années.

Je voudrais également rendre hommage au Président NAPOLITANO qui organise au Quirinal, au printemps 2007, une exposition réunissant les chefs d'oeuvre des Etats membres. Parce que l'Europe, c'est aussi et toujours une ambition culturelle. La France présentera pour sa part une oeuvre majeure, le Penseur de Rodin, illustration du génie de l'artiste.

QUESTION - La Finul renforcée est désormais opérationnelle au Liban, grâce, en particulier, à la contribution de l'Italie et de la France. Cette prise de responsabilité de la part de Paris et Rome peut-elle permettre à l'Europe de jouer un rôle plus déterminant dans cette région ? A votre avis, la Finul peut-elle vraiment utiliser la force et répondre ainsi à des éventuelles violations de la trêve ?

LE PRESIDENT - J'ai beaucoup apprécié, pendant toute la crise de cet été, la très grande proximité entre l'Italie et la France et mon dialogue constant avec le Président PRODI. Nos deux pays ont été en première ligne pour défendre le retour à la paix, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban.

La France a insisté pour que la FINUL dispose d'un mandat et d'une chaîne de commandement

clairs, de règles d'engagement robustes et de moyens conséquents. C'était, et cela reste selon moi, les conditions de la crédibilité de la Force et donc de sa capacité à accomplir ses missions. Nous avons obtenu gain de cause et la France, comme l'Italie, ont ainsi été en mesure d'engager sur le terrain des moyens substantiels. Si l'on y ajoute le contingent espagnol et le dispositif naval allemand, les pays européens constituent aujourd'hui la colonne vertébrale de la FINUL. Celle-ci a les moyens d'accomplir la mission que lui a confiée le Conseil de sécurité.

Je me réjouis de cet engagement européen. Il confirme que l'Europe n'est pas seulement un bailleur de fonds et que, dans cette région du monde dont elle est si proche, l'Europe a la volonté et la capacité de jouer un rôle politique de premier plan. C'est la raison pour laquelle, dans le même esprit, nous réfléchissons, avec l'Italie et l'Espagne, à une initiative de l'Union européenne sur le conflit israélo-palestinien. M. SOLANA y est associé, de même que cette initiative doit être étendue à une contribution du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

QUESTION - Quelle est votre réaction à l'assassinat de Pierre GEMAYEL ? Remet-il en cause le bien-fondé de l'action de la Communauté internationale au Liban ?

LE PRESIDENT - J'ai condamné avec la plus grande fermeté cet attentat odieux. Je partage la douleur de la famille GEMAYEL et celle du peuple libanais tout entier. Une nouvelle fois, les ennemis du Liban cherchent à faire taire, y compris en les éliminant, tous ceux qui croient dans un Liban démocratique et pleinement souverain.

Je suis convaincu que les Libanais sauront réagir avec le sang-froid nécessaire et qu'ils affronteront cette nouvelle épreuve avec détermination et dans l'unité.

Pour sa part, la France appuiera tous les efforts de la communauté internationale pour faire échec à ces entreprises. La constitution prochaine d'un tribunal international chargé de juger les coupables d'assassinats politiques assure que ces crimes ne resteront pas impunis. La mise en oeuvre de la résolution 1701 des Nations unies ramène progressivement la paix et l'autorité de l'État au sud du pays. Une conférence internationale se tiendra à Paris au début de l'année prochaine pour donner un élan à la reconstruction.

QUESTION - Vous partagez aussi la même vision des problèmes que M. PRODI ?

LE PRESIDENT - Je partage l'inquiétude que nous devons avoir face à l'évolution des choses au Proche-Orient. Quant aux moyens à mettre en oeuvre, j'aurai l'occasion de lui en parler.

QUESTION - La guerre en Irak a créé des divisions en Europe et des incompréhensions entre la France et l'Italie. Le désastre provoqué par le conflit démontre aujourd'hui que la France avait raison. Pourtant, plusieurs observateurs, même français, indiquent qu'on pouvait éviter la fracture entre Paris et Washington. Quel est aujourd'hui votre sentiment sur la question ? Pensez-vous que l'incompréhension entre la France et les Etats-Unis a été surmontée, et que la crise au Liban confirme la nécessité d'une approche multilatérale aux crises internationales ?

LE PRESIDENT - Chacun se souvient que la France, avec d'autres pays, s'était interrogée sur la légalité et l'opportunité d'une intervention militaire en Irak. Je redoutais les conséquences dévastatrices d'une guerre dans une région déjà en proie à l'instabilité. Face au régime de Saddam Hussein, je pensais que seule l'action collective de la communauté internationale pouvait donner la légitimité, donc l'efficacité. J'ai agi en conséquence et pris mes responsabilités. Chacun peut aujourd'hui juger.

Les Etats-Unis sont revenus à leur niveau de qualité traditionnel entre alliés. Notre coopération dans les enceintes multilatérales, à l'ONU en particulier, en donne une juste illustration.

En Irak, nous avons à présent le même objectif : sortir ce pays du chaos vers lequel il risque d'être entraîné, rendre à son peuple la paix, la stabilité et la prospérité auxquelles il aspire. Il nous faut travailler en priorité avec les pays de la région au respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et à la restauration de sa souveraineté pleine et entière.

QUESTION - L'immigration constitue un des principaux problèmes de l'Union européenne. Dans certains pays ce phénomène atteint des proportions dramatiques, notamment en Italie et en Espagne. Quelle politique d'immigration envisagez-vous pour la France et quels efforts la France est-elle prête à mener pour une harmonisation de la politique d'immigration en Europe ?

LE PRESIDENT - Chaque pays doit pouvoir choisir sa politique migratoire, en fonction de ses besoins, de ses traditions, de ses solidarités. Mais dans le monde moderne, avec la nouveauté

besoins, de ses traditions, de ses solidarités. Mais dans le monde moderne, avec la poussée migratoire qu'entraînent les déséquilibres démographiques et économiques, avec la continuité territoriale qu'introduit l'espace Schengen, l'immigration nécessite à l'évidence un traitement européen. C'est pourquoi nous avons écrit, M. PRODI, M. ZAPATERO et moi-même, à la présidence finlandaise le 25 septembre pour demander la mobilisation de l'Europe face à la situation d'urgence en matière d'immigration. Ce sera l'un des enjeux du Conseil européen de décembre.

Le moment est venu, pour l'Union européenne, de définir une politique européenne de l'immigration. Elle devra harmoniser les pratiques en matière de droit d'asile, en conformité avec la convention de Genève bien sûr, améliorer la surveillance des frontières, la lutte contre les filières maffieuses d'immigration clandestine, qui sont un des scandales de notre temps, fixer des orientations communes en ce qui concerne les régularisations. Sur ce dernier point, j'estime que chaque pays membre du système Schengen doit, au minimum, associer les autres à ses décisions, compte tenu de ses répercussions pour tous.

Cette politique européenne, fondée sur la mutualisation des moyens des Etats membres devrait s'inspirer de deux principes : la nécessaire sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne, bien sûr, mais aussi l'exigence d'un traitement humain de cette question.

J'ajoute qu'il n'y a pas, sur le long terme, de politique crédible sans un effort décuplé d'aide au développement des pays du Sud. Les Africains ne quittent pas leur terre par plaisir. Ils la quittent parce qu'ils ne peuvent y trouver les moyens d'une vie digne. Il faut donc accélérer la croissance économique en Afrique. C'est, pour l'Europe, une exigence de sécurité autant qu'un devoir moral.

QUESTION - Dans votre carrière politique, dans votre septennat et dans votre quinquennat, quels sont les moments les plus intenses, les plus émouvants, les souvenirs les plus intéressants de votre action politique soit à l'étranger, soit en France ? Les moments qui vous ont le plus touché ?

LE PRESIDENT - Le moment qui m'a le plus touché, c'est bien sûr le moment où les Français m'ont exprimé leur confiance pour porter les valeurs de la République.

Sur un plan international, c'est la prise de conscience d'une réalité qui s'impose, mais qui n'est pas encore admise par tous : la mondialisation de l'économie ne peut se concevoir sans la mondialisation de la solidarité. Le résultat de la mondialisation de l'économie, c'est que de plus en plus de richesses se concentrent au profit d'un nombre de moins en moins important de gens dans le monde. Alors que, compte tenu de la démographie, de plus en plus de gens sont réduits à la portion congrue. On ne peut pas continuer comme cela. Je prends un simple exemple qui intéresse notamment les pays méditerranéens, l'Italie, la France, l'Espagne : l'Afrique.

L'Afrique, ce sont neuf cent millions d'habitants dont trois cent cinquante de moins de 15 ans. En 2040, ce sera un milliard neuf cent millions d'habitants. Avec le réchauffement climatique, les terres cultivables se réduisent, le désert s'accroît. Alors comment allons-nous faire ? La seule réponse au risque d'explosion du système, c'est de donner aux Africains, aux pays pauvres des infrastructures, l'éducation, la santé, les moyens du développement économiques.

QUESTION - Mais cela est au coeur de votre action.

LE PRESIDENT - Absolument au coeur. Pour faire cela, il est évident que les moyens budgétaires des Etats riches ne seront pas suffisants. On le dira et on ne le fera pas. Regardez ce qu'il en est des engagements du millénaire.

Par conséquent, il faut trouver d'autres moyens pour financer le développement. Des financements qui pourront compléter les budgets des Etats. C'est-à-dire, d'une façon ou d'une autre, une taxation de la richesse, de l'accroissement considérable annuel de la richesse internationale et des échanges internationaux. C'est ce pourquoi la France fait campagne.

QUESTION - C'est pour cela qu'un de vos biographes dit que vous êtes un homme de droite avec un coeur de gauche ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas une question de droite ou de gauche. C'est une question morale : la pratique de la mondialisation telle qu'elle est imposée par les riches est incompatible avec l'idée que je me fais de la moralité du monde.

Deuxièmement, il y a un minimum d'intérêt politique. Le système va finir par exploser si on ne

réagit pas. Porté à l'excès, tout système est mauvais : communisme, libéralisme excessif, cela ne marche pas.